

Première puissance mondiale au XVIII^e siècle, le pays ne cesse de perdre en influence. Une révolution industrielle en retard, une défaite humiliante en 1870, une saignée quatre décennies plus tard, une débâcle en juin 1940... Après la parenthèse gaulliste et l'illusion européenne, la triste réalité nous rattrape.

Le grand déclassement de la France

HISTOIRE

Les blessures françaises

L'idée du décrochage tricolore émerge aux premières heures de la République. Les déclinistes existent depuis toujours. L'Histoire leur a souvent donné tort. Et cette fois ?

Tout a croulé comme en une vision d'Apocalypse. La légende même s'est vue blessée à mort. Celle de l'Empire a été détruite par Napoléon III ; [...] celle de Louis XIV ne sera plus ce qu'elle était depuis le jour où le descendant de l'électeur de Brandebourg a relevé l'empire de Charlemagne dans la salle des fêtes de Versailles. » C'est ainsi que, au lendemain de la guerre de 1870, Ernest Renan décrit la « *diminutio capitis* » subie par la France. Des défaites, elle en avait connu ! Mais elle s'était toujours relevée. Elle était toujours restée dans le duo de tête des puissances, une fois avec l'Espagne, une autre fois avec le Saint Empire germanique et, depuis le XVIII^e siècle, avec l'Angleterre. Le désastre de 1870 amorce le véritable décrochage français. C'est la première fois qu'apparaît le thème du déclin. À cause de la défaite, mais surtout en raison de l'expansion vertigineuse du II^e Reich, de son industrie et de sa démographie. Certes, la guerre de 1914-1918 donnera la victoire à la France – et à ses Alliés – mais au prix d'une terrible saignée humaine et d'immenses destructions, alors que l'Allemagne conservera un outil industriel intact que le régime nazi va encore développer. Finalement, en 1940, se produit le « *plus atroce effondrement de notre histoire* » (Marc Bloch). L'euphorie de la Libération et le fait que, grâce aux Alliés et au général de Gaulle, la France s'installe à la table des vainqueurs ne trompent personne.

Et surtout pas les colonies, où se multiplient les révoltes : Sétif, Madagascar, Indochine et les « événements » d'Algérie, qui entraînent le retour au pouvoir du Général. Une de ses priorités : la restauration du statut international de la France. Il tente d'abord de mettre en place, avec les États-Unis et la Grande-Bretagne, un directoire occidental, mais, n'y parvenant pas, il quitte le commandement intégré de l'Otan, construit la force de frappe et se rabat sur le couple franco-allemand, étant entendu que « *dans l'attelage européen, l'Allemagne est le cheval et la France est le cocher* ».

Partage des rôles qui a fonctionné plus ou moins bien jusqu'à ce que la réunification allemande et le décrochage économique de la France déséquilibrent par trop le couple. La France est devenue une puissance moyenne qui peine à rester une puissance mondiale. On vient de le vérifier en Asie, où les États-Unis ont conclu une alliance militaire avec l'Australie et le Royaume-Uni, dont le premier effet a été de rompre le contrat de vente de sous-marins français à Canberra. « *Gardez-moi de mes amis. Quant à mes ennemis, je m'en charge* », disait déjà Voltaire. ■ GEORGES VALANCE



LE DÉSASTRE DE 1870 marque une défaite dont la France ne se relèvera pas... quand la victoire du II^e Reich allemand le renforce plus que jamais. Ci-dessus, *Le Siège de Paris (1870-1871)*, de Jean-Louis Ernest Meissonier.

INDUSTRIE

La super braderie

“La France sans usines”. La formule adaptée d’un grand manitou du CAC 40, en l’occurrence Serge Tchuruk, avait fini par convaincre les élites de Bercy comme celles de Bruxelles. Maintenant, elles en reviennent. Un peu.

C'est peu dire que le capitalisme français s'est désintéressé de son industrie depuis quelques décennies. Peu contraint par des pouvoirs publics dépourvus de vision à long terme, il a laissé filer de nombreux fleurons industriels sous pavillons étrangers. Avec, à la clé, des activités vendues à la découpe, des licenciements à la pelle et des centaines de sous-traitants touchés. C'est ainsi tout un tissu industriel qui a disparu. Rappelons les cas Pechiney, spécialiste de l'aluminium et racheté en 2003 par le canadien Alcan, avalé ensuite par le géant minier australien Rio Tinto ; le sidérurgiste Arcelor, tombé dans l'escarcelle de l'indien Mittal ; mais aussi, plus récemment, les activités énergie d'Alstom absorbées par l'américain General Electric, et enfin la fusion puis la scission, en 2019, de l'entreprise d'ingénierie pétrolière Technip et de l'américain FMC. Scission qui a vu les Américains conserver les activités sous-marines, hautement stratégiques car les fonds regorgent de métaux rares, et dont l'essentiel provenait pourtant de la partie française du groupe... La haute technologie devait prendre le relais. Mais, là encore, rien de tel : la France est en effet l'une des rares grandes puissances mondiales à ne pas avoir significativement augmenté le poids des dépenses en recherche et développement (R&D) dans son économie durant les dix dernières années. Celui-ci est quasi stable à 2,19 % du PIB

(la richesse nationale), et est désormais inférieur à la moyenne des pays de l'OCDE (2,48 % du PIB), bien loin des États-Unis (3,07 %) ou de l'Allemagne (3,19 %). Conséquence générale de ce désamour industriel et de l'abandon de la R&D : entre 2006 et 2016, les 50 fleurons industriels tricolores ont réduit leurs effectifs en France de 17 % (- 168 000 employés) alors qu'ils augmentaient l'emploi dans les pays émergents de 29 % (+ 199 000). Ce basculement ne touche pas seulement les ouvriers et employés des Renault, Schneider Electric, Alcatel et consorts, mais concerne au final tous les groupes français. Pour une raison simple : l'État – dans sa fidélité aux principes du modèle français – va dépenser pour « réparer » les effets de cet abandon industriel à la faveur d'une hausse des impôts et de l'endettement. Quelques chiffres des économistes de l'OFCE, publiés en exclusivité par *Marianne* en mars 2019 (n° 1148) : entre 1997 et 2017, les dépenses sociales (assurance chômage, lutte contre l'exclusion, santé, retraite, etc.) augmentèrent de 100 %, chiffre à comparer avec une hausse concomitante du PIB de 77 %. Quand le pays perd de sa substance industrielle, de son muscle productif, il génère moins de richesses et de cotisations. Plus de pauvreté aussi. L'État intervient alors – à bon droit – pour raccommoder le tissu social mais, en mal de ressources, il néglige des investissements sur le long terme (infrastructures, travaux, équipements militaires, etc.). Aujourd'hui, un début de lucidité traverse le haut clergé politique et économique, plus sensible au patriotisme industriel. Reste à savoir si les élites mettront leurs actes au diapason de leur tardive conversion. ■

FRANCK DEDIEU ET MATHIAS THÉPOT



EMBLÉMATIQUE Le spécialiste français de l'aluminium Pechiney a été racheté par le canadien Alcan en 2003, avant d'être avalé par le géant australien Rio Tinto.

ÉDUCATION

Un niveau médiocre

Sanctuaire de l'égalité républicaine, la salle de classe devient le temple des inégalités. Les enfants des classes moyennes en pâtissent.

Lorsque la première enquête du programme international pour le suivi des acquis des élèves de 15 ans (Pisa), menée dans 41 pays, avait été publiée par l'OCDE, en 2000, la France était mal classée. Onzième pour les mathématiques, 13^e pour les sciences, 15^e pour la lecture. En outre, le palmarès montrait à quel point la France, si fière de son école « égalitaire », était en réalité l'une des plus inégalitaires. La dernière mouture, Pisa 2018, à laquelle 600 000 élèves de 79 pays ont pris part, dont 6 300 Français, a été publiée à la fin de 2019. Dans les trois domaines évalués, les résultats de la France sont « stables »... dans la médiocrité : 23^e rang pour la lecture, 25^e pour les maths et les sciences. Le pays se situe au même niveau que l'Allemagne, la Belgique ou le Portugal. Il fait moins bien que le Royaume-Uni, l'Estonie ou la Finlande, mais a de meilleurs résultats que l'Italie ou les Pays-Bas. Par ailleurs, il est l'un des trois pays où les élèves font état des plus grandes préoccupations liées aux problèmes de discipline en classe (il n'y a qu'en Argentine et au Brésil que l'indice du climat de discipline est inférieur à la moyenne observée en France). « Si l'on veut être optimiste, on peut souligner que, depuis 2009, il n'y a pas eu d'accroissement des inégalités », note Éric Charbonnier, analyste éducation pour l'OCDE. Toutefois, elles sont toujours très élevées en France. » Ce qui ne constitue pas une « fatalité », fait-il observer. Des pays comme l'Estonie, le Canada, la Corée, la Finlande ou le Royaume-Uni arrivent à associer performance et équité... Alors que le niveau des meilleurs élèves a eu tendance à augmenter sur la période, celui des élèves les plus faibles a au contraire baissé. La France demeure un pays dans lequel les ressources matérielles et culturelles « comptent le plus dans la performance des élèves », souligne Pauline Givord, analyste à l'OCDE. Les élèves défavorisés ont cinq fois plus de risques d'avoir des difficultés en compréhension de l'écrit que leurs camarades les plus favorisés... Jules Ferry apprécierait. ■ MARIE-ESTELLE PECH



BYE BYE LES JEUNES

Parmi les expatriés, les jeunes diplômés forment le gros des troupes. Pour aller où ? Le plus souvent au Royaume-Uni, au Canada, en Suisse...

RECHERCHE

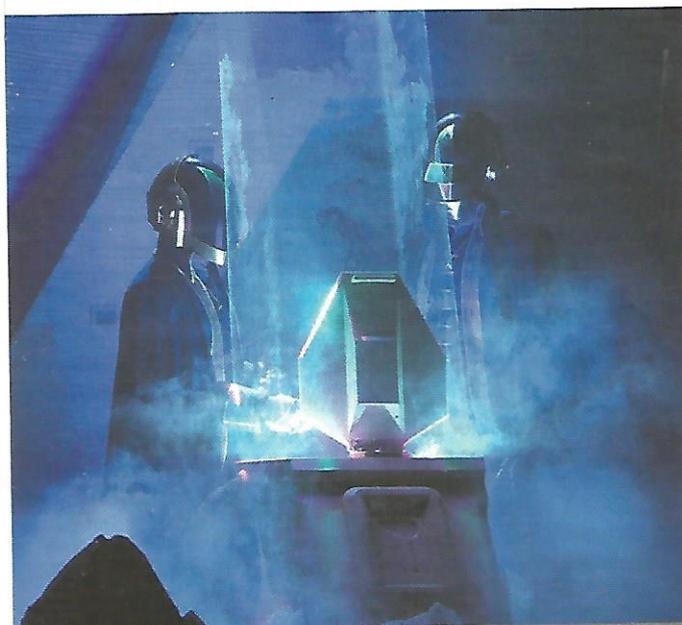
La fuite des cerveaux

De plus en plus de Français au CV bien rempli quittent le territoire.

Depuis une vingtaine d'années, l'exode des Français s'accélère. En 2006, 160 000 s'étaient expatriés. Ils étaient 270 000 en 2018. Les statistiques officielles minimisent le phénomène. À la fin de 2019, on comptait 1,8 million de Français inscrits sur les registres consulaires, contre 1,5 million dix ans auparavant. Or, selon le Quai d'Orsay, il y en aurait en fait 2,5 millions. Pour Jean-Yves Le Drian, ministre des Affaires étrangères, ils seraient même 3,5 millions. Sur ce total, la part des salariés des grandes

entreprises françaises expatriés est marginale. Idem pour les retraités, qui seraient moins de 15 %. Les gros bataillons sont, en fait, de jeunes diplômés qui ont quitté la France pour trouver un emploi et n'envisagent pas forcément d'y revenir. Les 25-64 ans représentent les trois quarts des émigrants français et 85 % s'installent dans des pays de l'OCDE. La moitié est titulaire d'un diplôme de l'enseignement supérieur et leurs principales destinations sont le Royaume-Uni, le Canada, l'Allemagne, la Suisse, mais aussi les États-Unis et, avant le Covid, l'Asie du Sud-Est. Derrière cette problématique

des « sorties » se cache l'épineux sujet du solde migratoire entre immigration et émigration. En dix ans (2009-2018), le solde cumulé des immigrés en France, soit la différence entre les entrées et les sorties, atteint 1,8 million de personnes. Dans le même temps, le solde migratoire net des Français nés en France est négatif de 1,3 million de personnes. Cela signifie que 1,3 million de Français, en grande partie diplômés, sont partis, et que l'on retrouve sur le territoire 1,8 million d'étrangers, pour l'essentiel des immigrés venant de pays pauvres (hors OCDE) et non formés. ■ JEAN-MICHEL QUATREPOINT



MUSICIENS DU MONDE Les Français Daft Punk (photo), Justice ou David Guetta ont certes un succès indéniable à l'étranger, mais leur musique est si mondialisée qu'elle ne permet pas de faire rayonner les spécificités culturelles hexagonales...

CULTURE

La France "globishisée"

On cherche, on cherche, on se gratte la tête. Un écrivain qui rayonnerait à l'étranger ? Modiano est traduit en 36 langues. Barbery presque autant. Houellebecq est adoré en Allemagne. Il y est même perçu comme l'« intellectuel français » de ce début de XXI^e siècle. Très bien. Cependant, côté ventes, Éric-Emmanuel Schmitt fait mieux : son *Monsieur Ibrahim et les fleurs du Coran* s'est vendu à près de 1 million d'exemplaires outre-Rhin. Jolies performances chiffrées, mais que disent-elles du rayonnement réel de notre littérature... de nos idées...

de nos... philosophes ? Nos quoi ? Heureusement, il reste le cinéma pour faire briller le phare français. Euh, ben non, en fait : les derniers triomphes à l'export ont été *Lucy*, de Besson, et *Taken 2*, de Megaton. On est contents pour eux. La musique alors ? Daft Punk, Justice, David Guetta, Aya Nakamura. Leur passeport est français, leur musique est mondial(isé)e. « Do you speak globish » ? Pendant ce temps, le Japon et la Corée continuent d'exporter massivement leurs imaginaires puissants, singuliers, hauts en couleur. Le succès sans se renier. ■ EMMANUEL TELLIER